

# L'informateur économique

du BFDR(Q)

English version available

Rédacteurs: Léonel Plasse et  
Doris Larose



Volume 5  
Numéro 11  
le 10 novembre 1993

**Article spécial en page 12 :**  
**L'approche du développement économique communautaire**  
**et sa situation au Québec**

## *L'expansion se poursuit en 1994 et 1995*

- Le **CONFÉRENCE BOARD DU CANADA** prévoit que l'expansion se poursuivra au Canada en 1994 et 1995. Malgré une demande intérieure faible, la croissance du PIB réel au coût des facteurs devrait atteindre 2,7 % en 1994 et 3,3 % en 1995, après une progression de 2,5 % cette année. Les facteurs qui favoriseront l'expansion de l'économie en 1994 et 1995 sont les investissements importants en machinerie et équipement, la force des exportations, la stabilité des taux d'intérêt et le maintien de l'inflation aux alentours de 2 %. En 1994, l'Île-du-Prince-Édouard (4,4 %) bénéficierait du plus haut taux de croissance, suivie du Québec et du Nouveau-Brunswick (3,3 %). En 1995, le Québec se classerait au troisième rang avec un taux de 3,2 %, soit à peine un peu moins qu'au Canada dans son ensemble.

Toutefois, selon les dernières prévisions de la **BANQUE TORONTO-DOMINION**, l'Ontario devrait connaître la plus forte croissance économique de toutes les provinces canadiennes, au cours de 1994, avec une augmentation de 3,7 %. La croissance du Québec devrait être de 3 % l'an prochain. Des gains modérés sont présentement enregistrés dans les secteurs de l'équipement de transport et de la forêt au Québec. La banque affirme qu'un regain d'activité dans le secteur des exportations alimentera l'expansion économique dans la plupart des régions canadiennes.

De son côté, la **BANQUE ROYALE** prévoit que la croissance sera plus forte au Canada au cours de 1994, de sorte que le PIB devrait progresser de 3,9 %, comparativement à 2,7 % en 1993. Ces prévisions sont toutefois plus optimistes que celles de la **BANQUE SCOTIA** qui prévoit une augmentation de 3 % en 1994. Cependant, les deux organismes s'entendent pour signaler que ce sont les entreprises vouées à l'exportation de biens et services qui seront le moteur de l'expansion l'an prochain.



Bureau fédéral de  
développement régional  
(Québec)

Federal Office of  
Regional Development  
(Québec)

Canada

---

L'INFORMATEUR ÉCONOMIQUE est une publication mensuelle dont le but est de renseigner ses lecteurs sur les plus récents développements à caractère économique touchant le Québec et ses régions.

Les informations contenues dans le bulletin mensuel sont tirées de quotidiens et d'hebdomadaires, ainsi que de revues et autres publications couvrant l'économie québécoise. Les données statistiques proviennent en majeure partie de Statistique Canada.

Les commentaires et les suggestions des lecteurs sont les bienvenus. Si vous désirez que votre nom soit ajouté à la liste d'envoi, veuillez nous faire parvenir vos coordonnées à l'adresse suivante :

Bureau fédéral de développement régional (Québec)  
Direction de la planification et de l'évaluation  
800, Tour de la Place Victoria, C.P. 247  
Montréal (Québec) H4Z 1E8

téléphone : (514) 283-8786  
télécopieur : (514) 283-8429

L'INFORMATEUR ÉCONOMIQUE est produit par la direction de la Planification et de l'évaluation, Direction générale Politiques et liaison. Le Groupe Communications Canada en assure la photocopie et la distribution. La traduction est effectuée par le Bureau de la traduction du Secrétariat d'État du Canada.

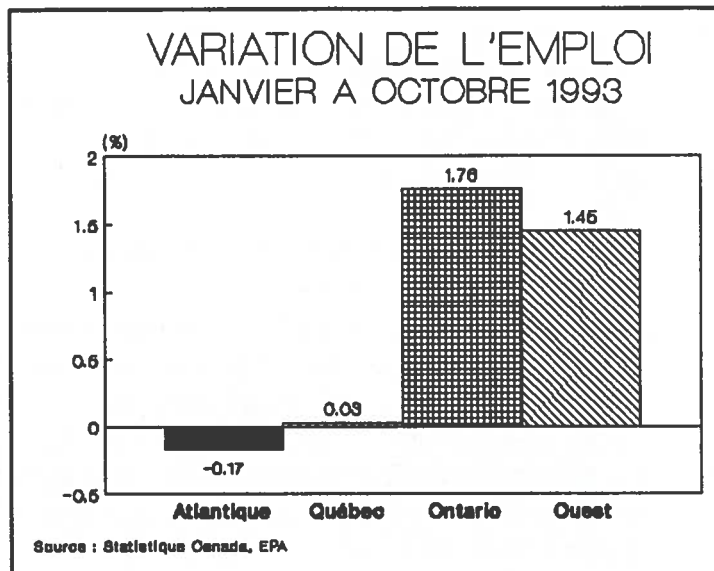
**Les rédacteurs de la publication sont :**

Léonel Plasse  
&  
Doris Larose

---

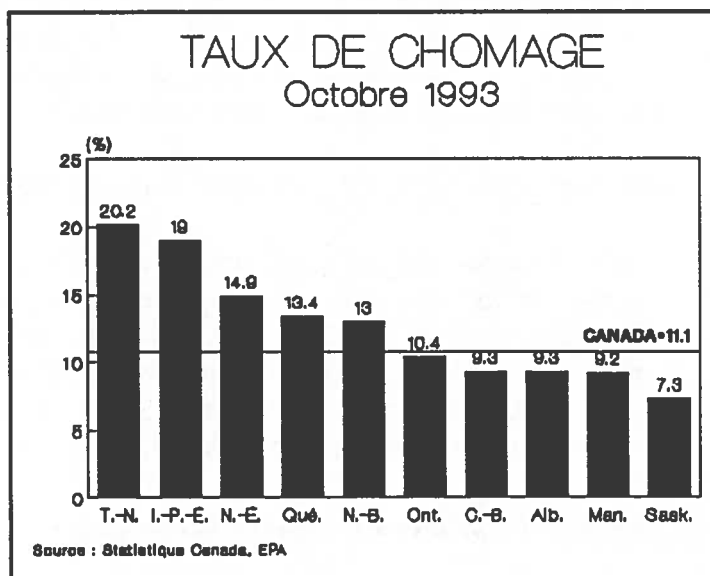
## Nouveau recul de l'emploi au Québec

- Après une augmentation en septembre, le niveau de l'emploi a diminué de 17 000 en octobre par rapport au mois précédent, la plus forte baisse au Canada. En juillet et août, l'emploi avait également diminué. Durant la période janvier à octobre, l'emploi est demeuré au même niveau au Québec, tandis qu'il augmentait de 1,8 % en Ontario et de 1,5 % dans l'Ouest. L'Atlantique a enregistré une baisse de 0,2 % au cours des 10 premiers mois de l'année. Les secteurs de la construction, des services et des transports sont responsables de la faible performance au Québec.



## Forte augmentation du taux de chômage

- Suite à une baisse de l'emploi et à une augmentation de la population active, le taux de chômage québécois est passé de 12,8 % en septembre à 13,4 % en octobre. Cette hausse est la plus forte au Canada, sur un pied d'égalité avec Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Edouard. Le Québec est ainsi passé au quatrième rang pour le plus haut taux au Canada, devant le Nouveau-Brunswick. Le taux de chômage au Québec est également plus élevé qu'à pareille date l'an dernier. Outre le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et les provinces de l'Ouest ont enregistré des baisses de leur taux de chômage.



## ***Gains de productivité : Le Québec au cinquième rang en 1992***

- La plupart des provinces et territoires canadiens ont enregistré des gains de productivité, au cours de 1992, établissant la moyenne nationale à 1,1 %, selon les plus récentes données compilées par Statistique Canada. Avec un taux de 1,3 %, le Québec arrive au cinquième rang, loin derrière le Yukon qui a enregistré le plus haut taux de productivité avec des gains de 10,1 %. (Le Soleil, 14/10/93, The Globe and Mail, 14/10/93)

## ***Les PME québécoises créent de l'emploi***

- Entre 1981 et 1991, les PME québécoises comptant moins de 50 travailleurs ont contribué à la création nette de 490 700 emplois, alors que les entreprises comptant plus de 50 salariés perdaient 66 900 travailleurs, selon les compilations effectuées par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), à partir des données de Statistique Canada. Par ailleurs, le Québec comptait 233 174 entreprises, en 1990, dont 96,3 % avaient moins de 49 salariés et représentaient 38 % des emplois rémunérés dans la province. (Les Affaires, 16/10/93)

## ***Reprise d'activité dans les PME***

- La Banque fédérale de développement (BFD) perçoit des signes encourageants de reprise dans l'univers des petites et moyennes entreprises puisque le nombre de prêts accordés aux PME est en hausse de 8 % par rapport à l'hiver dernier, et que la plupart de ceux-ci sont consentis à des fins d'expansion tels l'achat de machinerie, le développement de nouveaux marchés ou de nouveaux produits. Par ailleurs, les prêts en difficulté à la BFD sont en baisse de moitié par rapport au niveau de 1991. (La Presse, 26/10/93)

## ***Mauvaises notes pour l'industrie manufacturière canadienne***

- Selon l'Association des manufacturiers canadiens, le Canada se serait classé au dernier rang parmi le groupe des sept pays les plus industrialisés quant aux exportations et investissements en outillage et équipement, et à l'avant-dernier rang pour ses efforts en recherche et développement, au cours des cinq dernières années. Toutefois, le Canada arrive au troisième rang pour ce qui est de l'importation de technologies, de la productivité manufacturière et des taux d'intérêt préférentiels. (The Financial Post, 29/10/93)

## ***Cependant l'optimisme revient lentement***

- Les manufacturiers canadiens ont démontré un peu plus d'optimisme, au cours du mois d'octobre (comparativement à juillet 1993), quant aux prévisions du volume de production, de commandes et d'emplois, pour les trois prochains mois. En effet, selon l'enquête de Statistique Canada auprès de 5 000 compagnies canadiennes, 12 % d'entre elles prévoient augmenter leurs effectifs, contre 9 % au mois de juillet. Le pourcentage de celles qui s'attendent à une baisse de production a chuté à 26 % alors qu'il était de 34 % en juillet

dernier, et enfin, le pourcentage de celles qui prévoient une baisse dans les commandes a chuté à 16 % contre 20 % en juillet. (The Gazette, 03/11/93)

### ***Stagnation des mises en chantier au Québec***

- Au Québec, le nombre de mises en chantier est demeuré presque inchangé, au cours du troisième trimestre de 1993 pour s'établir à 37 600 unités, comparativement à 37 400 au trimestre précédent. Par ailleurs, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) prévoit que la région montréalaise connaîtra une autre année difficile au cours de 1994 avec des mises en chantier de 13 800, soit tout juste un peu plus que les 13 700 de cette année. (La Presse, 29/10/93, 04/11/93)

### ***Les familles sont plus pauvres au Québec***

- Selon Statistique Canada, le revenu familial moyen des Québécois s'élevait à 48 600 \$ en 1991, soit 4 500 \$ de moins que la moyenne nationale (53 100 \$) et 10 000 \$ inférieur à la moyenne Ontarienne (58 600 \$). C'est au Manitoba, au Québec et à Terre-Neuve que l'on a dénombré le plus grand nombre de familles à faible revenu et c'est au Québec que l'on compte la plus forte proportion de familles monoparentales. (La Presse, 09/11/93)

### ***Principaux événements***

- Quelque 60 millions \$ seront investis dans le méga-projet **EURO-QUÉBEC HYDRO-HYDROGÈNE (EQHH)**, au cours des trois prochaines années, afin de faire progresser les technologies d'utilisation de l'hydrogène à des fins énergétiques. Sur ce budget de 60 millions \$, 12 millions \$ viennent du Québec et la différence de la Commission des communautés européennes. (La Presse, 08/10/93)
- La compagnie américaine **WOOLWORTH** fermera 90 magasins au Canada dont 25 au Québec (7 Woolworth, 4 Woolco, 14 boutiques spécialisées), ce qui touchera 720 employés dans plusieurs grandes villes du Québec. (La Presse, 15/10/93)
- La compagnie **SIDBEC-DOSCO** abolira une centaine de postes reliés aux opérations dans ses usines de Montréal, Longueuil, Contrecoeur et Etobicoke (Ontario), en raison de la situation financière difficile que connaît l'entreprise. (La Presse, 19/10/93, Journal de Montréal, 20/10/93)
- La société **HYDRO-QUÉBEC** a annoncé de nouvelles réductions d'effectifs qui feront disparaître 680 postes, d'ici deux ans, dont 500 permanents dans les activités de support administratif. La cible de réduction des effectifs qui était de 1 500 en février 1993 a été portée à 2 000 par suite du gel des frais d'exploitation et de la limitation par le gouvernement des hausses tarifaires. (Le Soleil, 22/10/93)

- En 1992, l'emploi dans l'ensemble du secteur public est demeuré inchangé à 2 685 200 fonctionnaires au pays, par rapport à 1991, selon les données publiées par Statistique Canada. Le secteur public fédéral, qui représente 20,9 % des effectifs totaux, a connu une baisse de 1,5 % du nombre de ses employés, contrairement au secteur public local (41,4 % des effectifs totaux) qui a vu le nombre de ses employés augmenter de 1,4 %. L'emploi dans le secteur public provincial et territorial a fléchi de 0,5 %, au cours de la même période. Pour l'ensemble du secteur public, les provinces de Québec, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve ont enregistré des hausses de 1 % de leur emploi au cours de 1992. (Le Quotidien, 01/11/93)
- Environ 9 000 fonctionnaires, professionnels et cadres seront affectés par les mesures de mise en application de la loi 178 qui vise à réduire les dépenses du gouvernement provincial de 7,4 milliards \$, au cours des cinq prochaines années. À l'heure actuelle, les coupures se sont surtout fait sentir dans les postes occasionnels et saisonniers : le ministère du Revenu a annoncé qu'il coupera 500 postes au cours des trois prochaines années, Énergie et Ressources éliminera 346 postes, Environnement supprimera 230 postes et les Forêts sabreront dans 200 postes supplémentaires. (Le Soleil, 29/10/93)

## Revue des régions (du 14 octobre au 10 novembre 1993) :

### MONTREAL MÉTROPOLITAIN

- Pour un quatrième mois consécutif, l'emploi a diminué dans la région métropolitaine de Montréal. Avec Vancouver, c'est la pire performance parmi les régions métropolitaines canadiennes (-6 000 en octobre). Par rapport à octobre 1992, Montréal a perdu 16 000 emplois. Le taux de chômage a augmenté de 0,3 point en octobre pour se situer à 13,6 %, le cinquième plus élevé au Canada.
- Le BFDR(Q) a autorisé des contributions de 20,1 millions \$ dans la région métropolitaine de Montréal en octobre 1993. Les 26 projets permettront la création ou le maintien de 7 929 emplois pour des investissements de 241,5 millions \$.

### *Île de Montréal*

- La société PARAMAX devra procéder ces jours-ci à la mise à pied de 300 de ses 800 employés, suite à l'annulation par le gouvernement fédéral du contrat de construction des hélicoptères EH-101. Deux cents autres travailleurs seront congédiés au cours des prochaines semaines. (Le Devoir, 06/11/93)
- Dans le cadre d'un processus de réorganisation et de réduction des coûts, la compagnie **PRODUITS FORESTIERS CANADIEN PACIFIQUE (PFCP)** a aboli 80 postes à ses

bureaux administratifs de **Montréal** et **Thunder Bay** en Ontario. À Montréal, cette mesure touche environ 60 employés. (The Globe and Mail, 09/10/93, La Presse, 13/10/93)

- La compagnie **Télélobe Canada** a octroyé un contrat de 21 millions \$, sur trois ans, à l'agence **COSSETTE COMMUNICATIONS-MARKETING**. L'agence sera responsable de gérer les différents aspects de **Télélobe** touchant la publicité, les relations publiques, la promotion et le design graphique. (Le Journal de Montréal, 21/10/93)
- La **SOCIÉTÉ DES PROFESSIONNELS EN AMÉNAGEMENT (SOPRA)** a été choisie par le Comité organisateur des Jeux olympiques d'Atlanta (ACOG) pour concevoir et aménager le site des compétitions équestres des Jeux de 1996. Cet aménagement représente des investissements de l'ordre de 60 millions \$ US. (Constructo, 22/10/93)
- Une entente a été conclue entre la société **Alexis-Nihon**, la Caisse de dépôt et placement du Québec et la ville d'**Anjou** portant sur le développement du parc d'affaires **ALEXIS-NIHON**. Ce projet devrait générer des investissements de près de 700 millions \$ au cours des 15 à 20 prochaines années. (Constructo, 22/10/93)
- Des projets de quelque 110 millions \$ sont présentement à l'étude pour la construction ou la rénovation de pavillons universitaires à l'**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL**. Ces projets comprennent entre autres la construction d'un pavillon des sciences, d'un ensemble multifonctionnel et d'un pavillon de biologie. (Constructo, 19/10/93)
- Les travaux de construction du nouveau pavillon **VIDÉOTRON** qui abritera le centre de cancérologie pédiatrique de l'Hôpital Sainte-Justine ont débuté à Montréal et nécessiteront des déboursés de 17 millions \$. (Constructo, 26/10/93)

#### *Rive-Sud*

- L'usine **PRATT & WHITNEY** de **Longueuil** a annoncé la mise à pied de 240 travailleurs de la production de moteurs d'avions régionaux, en raison de la chute des ventes de l'entreprise. La compagnie a effectué plus de 2 000 mises à pied depuis 1990. (La Presse, 06/10/93)
- Un important projet de construction domiciliaire a débuté à **Saint-Hubert**. Évalué à 320 millions \$, répartis sur une période de douze à quinze ans, ce projet prévoit la construction de 2 340 unités d'habitation. (Constructo, 02/11/93)
- La compagnie **ULTRAOPTEC** de **Boucherville** a obtenu un contrat de 10 millions \$ de l'armée américaine pour l'implantation d'un système d'inspection laser-ultrason qui permet de contrôler la qualité des pièces d'avions fabriquées en matériaux composites. Ce mandat devrait amener la création de quelques dizaines d'emplois directs. (Le Journal de Montréal, 22/10/93)

## RÉGIONS CENTRALES

- Pour l'ensemble des régions centrales, le **BFDR(Q)** a autorisé des contributions de 4,2 millions \$ en octobre 1993 pour des investissements globaux de 13,6 millions \$. On espère ainsi créer ou maintenir 99 emplois dans les 33 projets autorisés.

### *Estrie*

- En octobre, l'emploi est demeuré au même niveau qu'au mois précédent mais s'est accru de 7 000 par rapport à l'an dernier. Le **taux de chômage** est également resté au même niveau qu'en septembre et a diminué de 3,4 points de pourcentage par rapport à octobre 1992.
- La compagnie **BOMBARDIER** de Valcourt a mis à pied les quelque 600 travailleurs saisonniers qu'elle avait embauchés le printemps dernier afin d'assembler ses modèles Ski-Doo. Toutefois, la plupart des travailleurs pourraient être rappelés incessamment pour produire la moto marine Sea-Doo. (La Presse, 12/10/93)

### *Hull*

- Le centre commercial **LES PROMENADES DE L'OUTAOUAIS** entreprendra sa quatrième phase d'agrandissement, au coût de **20 millions \$**. Ces investissements comprennent entre autres, l'implantation d'un magasin La Baie et la construction d'un édifice à bureaux de trois étages. (Constructo, 19/10/93)

### *Lanaudière*

- L'emploi a diminué de 3 000 entre septembre et octobre pour atteindre 151 000. Durant la même période, le **taux de chômage** est demeuré stable à 9,6 %, le deuxième taux le moins élevé au Québec.

### *Laurentides*

- Le niveau de l'emploi a été passablement stable en octobre (-1 000) et le **taux de chômage** n'a augmenté que de 0,1 point de pourcentage. Par rapport à octobre 1992, on note cependant une hausse de 2 points à 14,0 %.

### *Mauricie/Bois-Francs*

- La région Mauricie/Bois-Francs a perdu 2 000 emplois en octobre comparativement au mois précédent, mais en a gagné 5 000 par rapport à octobre 1992. Malgré la performance modeste au chapitre de l'emploi, le **taux de chômage** a diminué fortement par rapport au mois précédent (-0,7 point) et par rapport au mois correspondant en 1992 (-2,3 points).
- Le Fonds de solidarité de la FTQ investira 26 millions \$ dans l'acquisition et la relance de l'ex-usine de **PRODUITS FORESTIERS CANADIEN PACIFIQUE (PFCP)**, de Trois-Rivières. Toutefois, l'usine ne réembauchera que 225 des 900 travailleurs mis à pied en juin 1992. (La Presse, 21/10/93)
- Le gouvernement du Québec injectera 17 millions \$ dans la rénovation et l'agrandissement du **PALAIS DE JUSTICE** de Trois-Rivières. (La Presse, 21/10/93)

### *Montérégie*

- Le mois d'octobre a été particulièrement difficile au chapitre de l'emploi dans la région. En effet, on a assisté à une perte de 12 000 emplois, soit le tiers des pertes totales au Québec. Par rapport à l'an dernier cependant, la région a gagné 23 000 emplois, la meilleure performance dans la province. Le **taux de chômage** a augmenté passant de 12,1 % en septembre à 12,9 % en octobre.
- Des travaux de construction d'une **usine de gazéification de pneus** pourraient débuter incessamment à Franklin, au coût de 12,8 millions \$. (Constructo, 26/10/93)
- La compagnie **OERLIKON AÉROSPATIALE** de Saint-Jean-sur-Richelieu a annoncé la mise à pied de 200 de ses 500 employés, n'ayant aucune commande en vue pour ses systèmes de défense aériens. (The Gazette, 30/10/93)

### *Québec/Chaudière-Appalaches*

- L'emploi a continué de perdre du terrain au cours du mois d'octobre (-7 000 par rapport à septembre). En un an, la région a perdu 9 000 postes. Cependant, le **taux de chômage** n'a pas varié au cours des deux derniers mois.

### **RÉGIONS DE RESSOURCES**

- En octobre 1993, le **BFDR(Q)** a autorisé des contributions de 6 millions \$ dans cette région. Les 31 projets subventionnés permettront la création ou le maintien de 45 emplois et des investissements de 11,7 millions \$.

### *Abitibi/Témiscamingue*

- Le niveau de l'emploi n'a pas bougé entre septembre et octobre 1993 (59 000) et a diminué de 3 000 par rapport au mois correspondant en 1992. Cependant, le taux de chômage est considérablement à la hausse depuis l'an dernier, étant passé de 10,6 % en octobre 1992 à 16,0 % en octobre cette année.

### *Bas-St-Laurent*

- Le niveau de l'emploi est demeuré à 81 000 en octobre dernier, le même qu'en septembre et à peine 1 000 de moins qu'en octobre 1992. Malgré la stabilité de l'emploi, le taux de chômage a diminué de 0,4 point de septembre à octobre.
- Le promoteur **GERMAIN PELLETIER LTÉE.** procédera à la réalisation de la première phase du vaste projet résidentiel et commercial « Le Boisé Langevin » à Rimouski nécessitant un investissement de 18 millions \$ sur cinq ans. Ce complexe comprendra 60 condominiums et une surface commerciale qui abritera les nouveaux bureaux de la Régie de la santé et des services du Bas-Saint-Laurent. (Le Soleil, 21/10/93)

### *Côte-Nord/Nouveau-Québec*

- L'emploi n'a cessé de diminuer depuis un an dans la région de la Côte-Nord/Nouveau-Québec passant de 47 000 en octobre 1992 à 45 000 en septembre 1993 et à 44 000 en octobre dernier. Le taux de chômage, en augmentation par rapport à l'an dernier, a diminué de 0,7 point entre septembre et octobre 1993.
- La société **INNERGEX**, filiale de Innocan, a annoncé la construction des centrales hydroélectriques Portneuf 2 et Portneuf 3 sur la rivière Portneuf, au coût de 33 millions \$. La puissance des installations atteindra 17 mégawatts et l'électricité produite sera vendue à la société Hydro-Québec. Ce projet devrait créer 80 emplois durant la durée des travaux. (Le Soleil 08/10/93)

### *Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine*

- La région a gagné 3 000 emplois en octobre 1993 comparativement à octobre 1992. Le taux de chômage est en baisse de 1,4 point de pourcentage en un an.
- La cartonnerie **STONE CONSOL** de New Richmond abolira environ 40 postes, d'ici à 1994, dans le cadre d'un plan visant à assurer sa survie. Outre la réduction de la main-d'oeuvre, ce plan prévoit une réduction des coûts de production, une pleine flexibilité de ses 350 employés et une meilleure utilisation de leurs compétences. (Le Soleil, 15/10/93)

### *Saguenay/Lac-St-Jean*

- Le niveau de l'emploi a baissé entre septembre et octobre 1993 (-3 000) et entre octobre 1992 et octobre 1993 (-5 000). Malgré cette diminution importante, le **taux de chômage** n'a augmenté que de 0,2 point entre octobre 1992 et octobre 1993.
- La firme **CANMEC**, de **Chicoutimi**, a décroché un contrat de près de 12 millions \$ de la Société d'énergie de la Baie James pour la fourniture de pièces métalliques lourdes à la centrale hydro-électrique Laforge-2 à la Baie James. Ce projet devrait permettre le rappel d'une quarantaine de salariés qui avaient été mis à pied depuis le début de la récession. (Les Affaires, 09/10/93, Constructo, 08/10/93)
- Une usine d'aboutage du bois sera implantée à **Saint-Prime**, au Lac-Saint-Jean, au coût de **11 millions \$**. L'entreprise, désignée sous l'appellation **MABOCO**, se spécialisera dans les poutrelles de plancher et les fermes de toit. (Constructo, 22/10/93)

## **L'APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE ET SA SITUATION AU QUÉBEC**

**Une étude réalisée par le Groupe Éconov Développement Inc.  
pour le Bureau fédéral de développement régional (Québec)**

### **POINTS SAILLANTS :**

- Depuis une vingtaine d'années, on assiste au Québec et au Canada à un foisonnement d'initiatives locales de développement qui ont souvent réussi à renverser le déclin économique qui caractérisait le milieu dans lequel elles prenaient place.

Les initiatives de développement économique communautaire (DÉC) connaissent une popularité grandissante auprès des groupes communautaires et des gouvernements à la recherche de solutions durables au problème du sous-développement.

- Le DÉC se définit comme une stratégie globale qui intègre des objectifs sociaux et économiques de développement d'une communauté ou de groupes marginalisés. C'est une approche d'intervention où, par la mise en valeur des ressources locales et le recours à des formes explicites de collaboration, un organisme ou une institution contrôlé démocratiquement par des représentants de la communauté est appelé à assurer un leadership local, à élaborer puis à coordonner une stratégie de développement, et à mettre en oeuvre les initiatives et projets retenus dans le cadre de cette stratégie.
- C'est surtout par le biais des organismes de développement économique communautaire (ODÉC) que le DÉC s'est implanté au Québec.

En milieu urbain, les meilleurs exemples d'application du DÉC sont les corporations de développement économique communautaires (CDÉC) montréalaises qui opèrent dans les quartiers défavorisés de Montréal. Depuis leur création en 1984, les premières CDÉC ont développé une présence importante dans leur milieu et une expertise dans plusieurs domaines : développement de l'employabilité, soutien à la création et au maintien d'emplois et d'entreprises, soutien d'initiatives locales, aménagement du territoire, etc.

En milieu rural, il existe des ODÉC telle la Corporation de développement communautaire des Bois-Francs qui a pour objectifs de développer l'économie locale et de susciter la participation de la communauté dans le développement du secteur socio-économique.

... 2

- ° Au Québec, plusieurs organismes publics assurent un soutien au DÉC, souvent de façon indirecte et ponctuelle.
  - Le ministère fédéral le plus actif est Ressources humaines et Travail Canada. Par l'entremise de son Programme Développement des collectivités, ont été constitués 51 Comités d'aide au développement des collectivités et 61 Centres d'aide aux entreprises répartis sur le territoire québécois. Ce ministère contribue aussi au financement des CDÉC montréalaises dans le cadre d'un protocole entre les CDÉC, le Secrétariat aux affaires régionales du Québec et la Ville de Montréal.

Le Bureau fédéral de développement régional (Québec), à l'instar des autres agences fédérales de développement régional (Agence de promotion économique du Canada Atlantique, ministère de la Diversification de l'Ouest), ne possède pas de politique explicite de soutien au DÉC. Il a toutefois accordé des aides financières à des projets précis ou à des organismes de DÉC, de façon ponctuelle, via des programmes dont les critères d'admissibilité permettent le soutien à des projets promus par des organismes à but non lucratif.

- Les actions du Gouvernement du Québec en faveur du DÉC se limitent présentement au financement partiel des CDÉC montréalaises par le biais du Secrétariat aux affaires régionales. D'autres gouvernements provinciaux - la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, la Saskatchewan et le Yukon - ont déjà annoncé des politiques ou des programmes explicites en faveur du DÉC.
- La Ville de Montréal s'est dotée en 1990 d'une politique de support au DÉC en se donnant un cadre d'intervention à l'endroit des CDÉC qu'elle soutient financièrement.

Le soutien des organismes publics au DÉC témoigne de leur reconnaissance du potentiel du DÉC à résoudre toute une gamme de problèmes de développement affligeant les collectivités défavorisées du Québec.

- ° Compte tenu des tendances actuelles en termes de création d'emplois et de restructuration économique, il est fort probable que l'approche du DÉC va revêtir une importance stratégique pour les années à venir. Il reste aux partenaires du DÉC - le secteur privé, les gouvernements, les ODÉC et les groupes communautaires - à mieux coordonner leurs efforts et à tirer profit de leurs forces respectives.

*Cette étude a été réalisée sous la gouverne de Jules Léger, analyste principal, direction générale Politiques et Liaison. Le sommaire de l'étude fait l'objet d'un numéro de "L'Analyste régional" qui peut être obtenu sur demande auprès de Marie-Claude Cadorette, au numéro (514) 283-7301.*

**EMPLOI  
PAR PROVINCE**  
(Données désaisonnalisées)

Provinces	Oct 93	Sept 93	Oct 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Oct93 / Sept93	Variation Oct93 / Oct92
Terre-Neuve	186	185	185	187	1	1
Ile-du-Prince-Édouard	54	53	54	54	1	0
Nouvelle-Écosse	354	359	363	359	-5	-9
Nouveau-Brunswick	287	283	289	291	4	-2
Québec	2948	2965	2956	2955	-17	-8
Ontario	4794	4809	4709	4783	-15	85
Manitoba	491	493	489	488	-2	2
Saskatchewan	442	441	440	441	1	2
Alberta	1268	1262	1237	1244	6	31
Colombie-Britannique	1574	1571	1534	1552	3	40
Canada	12391	12421	12245	12356	-30	146
En milliers						
Source: Statistique Canada, EPA						

## EMPLOI\*

### PAR RÉGION MÉTROPOLITAINE

(Données désaisonnalisées)

Régions métropolitaines	Oct 93	Sept 93	Oct 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Oct93 / Sept93	Variation Oct93 / Oct92
St-John's (Terre-Neuve)	72	71	70	69	1	2
Halifax	149	150	151	152	-1	-2
Saint John (Nouveau-Brunswick)	54	54	56	55	0	-2
Chicoutimi-Jonquière	53	53	54	53	0	-1
Québec	284	284	290	287	0	-6
Montréal	1364	1370	1380	1374	-6	-16
Trois-Rivières	51	50	49	51	1	2
Sherbrooke	55	55	54	56	0	1
Ottawa-Hull	442	439	438	441	3	4
Sudbury	71	71	62	67	0	9
Toronto	1777	1778	1758	1772	-1	19
Hamilton	288	287	287	285	1	1
St. Catharines - Niagara	136	137	143	140	-1	-7
London	172	174	167	174	-2	5
Windsor	117	116	113	114	1	4
Kitchener - Waterloo	195	196	185	192	-1	10
Thunder Bay	59	58	56	58	1	3
Oshawa	116	118	100	117	-2	16
Winnipeg	304	304	297	300	0	7
Régina	88	88	87	88	0	1
Saskatoon	85	84	84	84	1	1
Calgary	363	361	364	360	2	-1
Edmonton	373	370	367	365	3	6
Vancouver	813	819	824	821	-6	-11
Victoria	131	130	121	127	1	10

\* Emploi: En milliers, moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

**EMPLOI\***  
**PAR RÉGION ÉCONOMIQUE**  
 (Données non-désaisonnalisées)

Régions économiques du Québec	Oct 93	Sept 93	Oct 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Oct93 / Sept93	Variation Oct93 / Oct92
Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	34	35	31	29	-1	3
Bas-Saint-Laurent	81	81	82	74	0	-1
Saguenay - Lac-Saint-Jean	110	113	115	110	-3	-5
Québec et Québec-Sud	432	439	441	427	-7	-9
Mauricie - Bois-Francs	200	202	195	193	-2	5
Estrie	118	118	111	113	0	7
Montréal	572	584	549	547	-12	23
Montréal-Centre et Laval	884	889	922	889	-5	-38
Laurentides	191	192	188	185	-1	3
Lanaudière	151	154	149	147	-3	2
Outaouais	143	143	135	138	0	8
Abitibi-Témiscamingue	59	59	62	59	0	-3
Côte-Nord - Nord-du-Québec	44	45	47	43	-1	-3
<b>Province de Québec</b>	<b>3018</b>	<b>3054</b>	<b>3027</b>	<b>2954</b>	<b>-36</b>	<b>-9</b>

\*Emploi: Moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

**CHOMEURS  
PAR PROVINCE**  
(Données désaisonnalisées)

Provinces	Oct 93	Sept 93	Oct 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Oct93 / Sept93	Variation Oct93 / Oct92
Terre-Neuve	47	45	51	47	2	-4
Ile-du-Prince-Édouard	13	12	11	12	1	2
Nouvelle-Écosse	62	62	52	60	0	10
Nouveau-Brunswick	43	45	39	41	-2	4
Québec	455	435	434	451	20	21
Ontario	558	572	593	571	-14	-35
Manitoba	50	51	46	51	-1	4
Saskatchewan	35	39	40	40	-4	-5
Alberta	130	136	129	133	-6	1
Colombie-Britannique	161	161	180	169	0	-19
Canada	1551	1563	1566	1573	-12	-15

En milliers  
Source: Statistique Canada, EPA

**CHOMEURS**  
**PAR RÉGION MÉTROPOLITAINE**  
(Données désaisonnalisées)

Régions métropolitaines	Oct 93	Sept 93	Oct 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Oct93 / Sept93	Variation Oct93 / Oct92
St-John's (Terre-Neuve)	11	12	12	12	-1	-1
Halifax	20	20	16	18	0	4
Saint John (Nouveau-Brunswick)	7	7	6	7	0	1
Chicoutimi-Jonquières	10	10	9	10	0	1
Québec	33	34	33	35	-1	0
Montréal	215	210	205	217	5	10
Trois-Rivières	9	9	9	9	1	0
Sherbrooke	7	8	9	8	-1	-2
Ottawa-Hull	43	44	41	40	-1	2
Sudbury	7	7	9	9	0	-2
Toronto	226	233	249	222	-7	-23
Hamilton	36	38	38	38	-2	-2
St. Catharines - Niagara	25	27	25	23	-2	0
London	17	18	15	16	-1	2
Windsor	15	16	17	16	-1	-2
Kitchener - Waterloo	19	19	22	20	0	-3
Thunder Bay	7	8	7	7	-1	0
Oshawa	17	16	15	15	1	2
Winnipeg	37	37	35	37	0	2
Régina	8	8	8	8	0	0
Saskatoon	9	9	11	10	0	-2
Calgary	46	47	40	44	-1	6
Edmonton	49	49	47	46	0	2
Vancouver	80	84	88	85	-4	-8
Victoria	13	12	11	12	1	2

\*Chômeurs: En milliers, moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

**CHOMEURS\***  
**PAR RÉGION ÉCONOMIQUE**  
(Données non désaisonnalisées)

Régions économiques du Québec	Oct 93	Sept 93	Oct 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Oct93 / Sept93	Variation Oct93 / Oct92
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	7	7	7	8	0	0
Bas-Saint-Laurent	12	12	11	14	0	1
Saguenay - Lac-Saint-Jean	18	18	19	21	0	-1
Québec et Québec-Sud	44	46	45	50	-2	-1
Mauricie - Bois-Francs	23	25	28	29	-2	-5
Estrie	13	13	17	15	0	-4
Montérégie	85	81	59	81	4	26
Montréal-Centre et Laval	130	133	146	146	-3	-16
Laurentides	31	31	26	30	0	5
Lanaudière	16	16	18	20	0	-2
Outaouais	17	18	17	18	-1	0
Abitibi-Témiscamingue	11	11	7	9	0	4
Côte-Nord - Nord-du-Québec	7	7	6	8	0	1
<b>Province de Québec</b>	<b>413</b>	<b>419</b>	<b>405</b>	<b>448</b>	<b>-6</b>	<b>8</b>

\*Chômeurs: En milliers, moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

**TAUX DE CHOMAGE  
PAR PROVINCE**  
(Données désaisonnalisées)

Provinces	Oct 93	Sept 93	Oct 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Oct93 / Sept93	Variation Oct93 / Oct92
Terre-Neuve	20,2	19,6	21,6	20,2	0,6	-1,4
Ile-du-Prince-Édouard	19,0	18,4	17,0	17,8	0,6	2,0
Nouvelle-Écosse	14,9	14,7	12,5	14,3	0,2	2,4
Nouveau-Brunswick	13,0	13,7	11,9	12,5	-0,7	1,1
Québec	13,4	12,8	12,8	13,3	0,6	0,6
Ontario	10,4	10,6	11,2	10,7	-0,2	-0,8
Manitoba	9,2	9,4	8,6	9,4	-0,2	0,6
Saskatchewan	7,3	8,1	8,3	8,3	-0,8	-1,0
Alberta	9,3	9,7	9,4	9,7	-0,4	-0,1
Colombie-Britannique	9,3	9,3	10,5	9,8	0,0	-1,2
Canada	11,1	11,2	11,3	11,3	-0,1	-0,2
En pourcentage						
Source: Statistique Canada, EPA						

## TAUX DE CHOMAGE\* PAR RÉGION MÉTROPOLITAINE

(Données désaisonnalisées)

Régions métropolitaines	Oct 93	Sept 93	Oct 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Oct93 / Sept93	Variation Oct93 / Oct92
St-John's (Terre-Neuve)	13,5	14,4	14,5	14,8	-0,9	-1,0
Halifax	12,0	11,6	9,7	10,7	0,4	2,3
Saint John (Nouveau-Brunswick)	11,7	12,0	10,1	10,5	-0,3	1,6
Chicoutimi-Jonquière	15,8	15,7	14,2	15,9	0,1	1,6
Québec	10,5	10,7	10,1	10,8	-0,2	0,4
Montréal	13,6	13,3	12,9	13,7	0,3	0,7
Trois-Rivières	14,2	14,2	16,0	14,2	0,0	-1,8
Sherbrooke	11,8	12,0	14,7	12,2	-0,2	-2,9
Ottawa-Hull	8,8	9,2	8,5	8,4	-0,4	0,3
Sudbury	8,9	9,2	12,7	11,3	-0,3	-3,8
Toronto	11,3	11,6	12,4	11,1	-0,3	-1,1
Hamilton	11,2	11,8	11,6	11,9	-0,6	-0,4
St. Catharines - Niagara	15,6	16,6	14,9	14,1	-1,0	0,7
London	9,1	9,2	8,3	8,4	-0,1	0,8
Windsor	11,1	12,0	12,9	12,3	-0,9	-1,8
Kitchener - Waterloo	8,8	9,0	10,6	9,4	-0,2	-1,8
Thunder Bay	11,2	12,0	11,6	11,4	-0,8	-0,4
Oshawa	12,5	12,0	13,1	11,0	0,5	-0,6
Winnipeg	10,8	10,9	10,7	11,0	-0,1	0,1
Régina	8,2	8,1	8,7	8,5	0,1	-0,5
Saskatoon	9,4	9,8	11,6	10,6	-0,4	-2,2
Calgary	11,2	11,5	9,9	10,8	-0,3	1,3
Edmonton	11,6	11,6	11,3	11,2	0,0	0,3
Vancouver	8,9	9,3	9,6	9,3	-0,4	-0,7
Victoria	8,9	8,7	8,3	8,5	0,2	0,6

\*Taux de chômage: En pourcentage, moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

**TAUX DE CHOMAGE\***  
**PAR RÉGION ÉCONOMIQUE**  
 (Données non désaisonnalisées)

Régions économiques du Québec	Oct 93	Sept 93	Oct 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Oct93 / Sept93	Variation Oct93 / Oct92
Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	16,3	17,1	17,7	22,9	-0,8	-1,4
Bas-Saint-Laurent	12,5	12,9	11,7	16,3	-0,4	0,8
Saguenay - Lac-Saint-Jean	14,3	14,0	14,1	15,8	0,3	0,2
Québec et Québec-Sud	9,2	9,5	9,2	10,4	-0,3	0,0
Mauricie - Bois-Francs	10,4	11,1	12,7	13,2	-0,7	-2,3
Estrie	9,9	9,9	13,3	11,5	0,0	-3,4
Montérégie	12,9	12,1	9,7	12,9	0,8	3,2
Montréal-Centre et Laval	12,8	13,0	13,7	14,1	-0,2	-0,9
Laurentides	14,0	13,9	12,0	13,8	0,1	2,0
Lanaudière	9,6	9,6	10,5	12,1	0,0	-0,9
Outaouais	10,5	11,0	11,0	11,4	-0,5	-0,5
Abitibi-Témiscamingue	16,0	16,1	10,6	13,1	-0,1	5,4
Côte-Nord - Nord-du-Québec	13,4	14,1	11,7	15,3	-0,7	1,7
Province de Québec	12,0	12,1	11,8	13,2	-0,1	0,2

\*Taux de chômage: En pourcentage, moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA



# L'OUTIL DE VOTRE ESSOR

## Alma:

Rita Tremblay, Directrice  
418-668-3084 / 1-800-463-9808

## Drummondville:

René Gélinas, Directeur  
819-478-4664 / 1-800-567-1418

## Hull:

Guillaume Donati, Directeur  
819-994-7442 / 1-800-263-4689

## Laurentides, Montérégie et Outaouais

René Gélinas, Directeur  
514-283-7834 / 1-800-263-4689

## Montréal:

Georges-Henri Goulet, Directeur  
514-283-7557 / 1-800-263-4689

## Nord-du-Québec:

Carole Collier, Directrice  
514-283-8148 / 1-800-561-0633

## Québec:

Vianney Tanguay, Directeur  
418-648-4826 / 1-800-463-5204

## Rimouski:

Christian Audet, Directeur  
418-722-3282 / 1-800-463-9073

## Sept-Îles:

Robert Audet, Directeur  
418-968-3426 / 1-800-463-1707

## Sherbrooke:

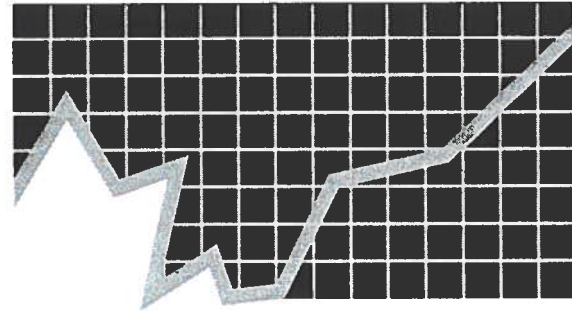
Normand Bégin, Directeur  
819-564-5904 / 1-800-567-6084

## Trois-Rivières:

Claude Lortie, Directeur  
819-371-5182 / 1-800-567-8637

## Val d'Or:

Léo Couture, Directeur  
819-825-5260 / 1-800-567-6451



**E**n matière de développement régional, il faut des outils adaptés aux particularités de chaque région.

- de recherche et de développement;
- de développement touristique et industriel.

**L**e Bureau fédéral de développement régional (Québec) administre une gamme de programmes d'aide financière répondant aux besoins des entreprises et des organismes régionaux. Ces programmes peuvent appuyer, entre autres, des projets:

- d'établissement, d'expansion ou de modernisation d'entreprise;
- de développement, d'acquisition ou d'intégration de nouvelles technologies;

**E**n vue de mieux répondre aux besoins spécifiques des régions, le BFDR(Q) est représenté dans chacune des régions du Québec.

**L**e Bureau fédéral de développement régional (Québec), l'outil et le partenaire qui peut assurer l'essor de votre entreprise.

**Canada**



Bureau fédéral de  
développement régional  
(Québec)

Federal Office of  
Regional Development  
(Québec)